



Inter-Parliamentary Union

For democracy. For everyone.

Human rights at a glance

In a healthy democracy, parliaments safeguard and improve the human rights of all people by adopting and implementing laws, as well

as holding their governments to account if they fail to respect fundamental freedoms.

**Human rights
in two sentences:**

Human rights are essential to peace, democracy and the implementation of the 2030 Sustainable Development Goals.

Parliaments play a critical role in upholding the human rights of the people they represent.

► What the IPU does for the human rights

The IPU helps parliaments to implement international human rights standards and work more closely with UN human rights mechanisms through the Office of the UN High Commissioner for Human Rights. The IPU supports parliamentary human rights committees by sharing good practices and facilitating knowledge-sharing between parliaments. The IPU also engages with MPs on specific human rights challenges, such as in the areas of migration, freedom of expression and children's rights.

The IPU uses every opportunity to raise MPs' awareness of the UN Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW). The IPU has been campaigning on this issue for many years, including an end to the practice of female genital mutilation.

The IPU also has two other dedicated human rights committees:

- The Committee on Democracy and Human Rights spearheads parliamentary work on freedom of expression, youth participation and children's rights.
- The International Humanitarian Law Committee's work focuses on protecting refugees and other civilians caught up in conflict or disaster.

MPs' RIGHTS

Every year, many MPs around the world face abuse, mistreatment or even death for doing their job. The IPU Committee on the Human Rights of Parliamentarians is the only international mechanism with an exclusive remit to defend MPs. The Committee has contributed to the successful resolution of hundreds of cases of MPs whose rights have been violated.

- The Committee is made up of ten MPs who are elected by other MPs for a mandate of five years
- The Committee carries out in-country missions and mandates trial observers for court cases to ensure that MPs' right to a fair trial is respected
- Every year, the Committee monitors an average of 500 cases of MPs whose human rights have been violated
- The most common violations against MPs include the lack of a fair trial, the suspension of their parliamentary mandate and violations of their freedom of expression
- Over 75% of these cases concern opposition MPs





Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Les droits de l'homme
en deux phrases:

Le respect des droits
de l'homme est
indispensable pour garantir
la paix, la démocratie et
la réalisation des Objectifs
de développement durable
du Programme 2030.

Les parlements jouent
un rôle essentiel dans la
défense des droits de
l'homme des citoyens
qu'ils représentent.

Les droits de l'homme en bref

Dans une démocratie saine, le parlement préserve et renforce le respect des droits de l'homme de tous les citoyens en adoptant et appliquant

des lois et en réclamant des comptes au gouvernement lorsqu'il ne respecte pas les libertés fondamentales.

Action de l'UIP en matière de droits de l'homme

L'UIP aide les parlements à appliquer les normes internationales relatives aux droits de l'homme et à collaborer plus étroitement avec les mécanismes spécialisés de l'ONU par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. L'UIP soutient les commissions parlementaires des droits de l'homme en diffusant les bonnes pratiques et en facilitant le partage des connaissances entre les parlements. Elle collabore également avec les parlementaires sur des questions spécifiques liées aux droits de l'homme, comme les migrations, la liberté d'expression et les droits de l'enfant.

L'UIP s'efforce depuis plusieurs années de sensibiliser les parlementaires aux travaux du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDEF), notamment ceux visant à mettre fin à la pratique des mutilations génitales féminines.

L'UIP dispose également d'une commission permanente et d'un comité consacrés aux droits de l'homme :

- La Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme, dont les travaux portent, entre autres, sur la liberté d'expression, la participation des jeunes à la vie politique et les droits de l'enfant.
- Le Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, qui travaille notamment sur les questions en lien avec la protection des réfugiés et des civils dans les situations de conflit ou de catastrophe.

DROITS DES PARLEMENTAIRES

Chaque année, de nombreux parlementaires à travers le monde sont victimes de violences et de mauvais traitements, voire assassinés, simplement pour avoir fait leur travail. Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP est le seul mécanisme international exclusivement chargé de défendre les parlementaires. Il a contribué au règlement de centaines de cas de parlementaires dont les droits avaient été bafoués.

- Le Comité est composé de dix parlementaires élus par des pairs pour un mandat de cinq ans
- Le Comité mène des missions dans les pays et mandate des observateurs de procès pour s'assurer que le droit des parlementaires à un procès équitable est respecté
- Chaque année, le Comité examine en moyenne 500 cas de parlementaires dont les droits de l'homme ont été bafoués
- Les violations les plus fréquentes dont sont victimes les parlementaires sont l'absence de procès équitable, la suspension de leur mandat parlementaire et les atteintes à leur liberté d'expression
- Plus de 75 % des violations constatées concernent des parlementaires de l'opposition



Suivez notre actualité sur ipu.org et

